

**Zeitschrift:** Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire  
**Herausgeber:** [s.n.]  
**Band:** 32 (2025)  
**Heft:** 1: Zu Fuss = À pied

**Artikel:** "La route à l'automobiliste. Chemins et sentiers à l'excursionniste" : La conquête du territoire suisse par la randonnée (1910-1960)  
**Autor:** Vonnard, Philippe / Amacher Hoppler, Anna  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1082063>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 05.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

---

## «La route à l'automobiliste. Chemins et sentiers à l'excursionniste»

La conquête du territoire suisse par la randonnée (1910–1960)

Philippe Vonnard, Anna Amacher Hoppler

En Suisse, le rapport à la nature d'une grande partie de la population s'exprime au travers de la marche à des fins de loisir – ce que nous nommerons dans ce texte sous le terme générique de randonnée. «Paradis de la randonnée»<sup>1</sup> en raison de ses quelque 65 000 kilomètres de sentiers, le pays a même inscrit cette pratique dans sa Constitution en 1979<sup>2</sup> et le rapport «Sport Suisse 2020. Activités et consommation sportives de la population suisse»<sup>3</sup> la classe parmi les sports préférés des habitants et habitantes du pays.

Indéniablement, la randonnée occupe une place de choix dans l'imaginaire collectif helvétique tout autant qu'elle participe à l'aménagement du territoire de la Confédération. Comme le relève Erika Flückiger Strebel, le fait de marcher à des fins de loisirs s'est développé en parallèle de l'utilisation de l'automobile.<sup>4</sup> Ce constat n'est pas anodin, car si une imbrication existe entre ces deux modes de déplacement – l'emploi de l'autocar, puis de la voiture individuelle facilite l'accès à de nombreux sentiers en nature –, ce sont aussi des valeurs différentes qu'ils proposent, en particulier vitesse contre lenteur, sur lesquelles des oppositions peuvent se cristalliser. En outre, l'augmentation progressive du nombre de véhicules met en danger les usagers des chemins pédestres, ce qui nécessite la construction de sentiers spécifiques. Or, cette action ne va pas de soi et si plusieurs acteurs collectifs (Club Alpin Suisse, Wandervogel, mouvement du scoutisme, Amis de la nature) balisent des sentiers depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'institutionnalisation de la pratique – et en corolaire, le quadrillage du territoire par des chemins pédestres – s'opère véritablement avec la fondation, en 1934, de l'Association suisse de tourisme pédestre (ASTP), renommée Suisse rando en 1998.

Partant de ces constats, et inspirée par des études portant sur les pays voisins,<sup>5</sup> la présente contribution s'interroge sur certains enjeux de l'institutionnalisation de la randonnée en Suisse. Il s'agit de comprendre les raisons de la création de l'ASTP et de son développement durant ses trois décennies initiales d'existence, tout en replaçant plus largement ce processus à l'aune de la dialectique randonnée-automobile. La temporalité de l'article débute dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, soit un moment où les groupements ou associations précitées œuvrent à l'ancrage de la randonnée au sein de la jeunesse suisse. Elle se termine

dans les années 1960, soit à une période où la légitimité de l'ASTP semble acquise, cette décennie amorçant par ailleurs un tournant en raison notamment des motivations écologistes qui commencent à entourer la pratique et qui vont favoriser, dans les années 1970, le lancement d'une initiative populaire visant à inscrire la randonnée dans la Constitution.

Construit à partir d'archives inédites (en particulier la riche documentation conservée au siège social de Suisse rando et du fond Valrando disponible aux Archives de l'État du Valais), le texte est divisé en trois parties chronologiques. La première décrit les débuts du tourisme pédestre en Suisse pendant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle dans le but de saisir les raisons de la création d'une association nationale durant les années 1930. La deuxième partie aborde la décennie initiale d'existence de l'ASTP et s'arrête sur ses premières actions concrètes en matière d'aménagement des chemins. Celles-ci s'opèrent dans le contexte de la reconfiguration du tourisme suisse et de l'émergence du mouvement politique et culturel de la Défense spirituelle qui a un impact sur les représentations du territoire. Enfin, il s'agit de mettre en lumière les enjeux de l'affirmation de l'action de l'ASTP intervenant dans les années 1940–1950. Durant cette période, l'association commence à entretenir des liens avec des firmes des secteurs secondaires et tertiaires, et avec les associations de protection de la nature. Ces connexions annoncent les changements qui s'opèrent, dès les années 1960, au niveau de la pratique. Ceux-ci témoignent certes de l'émergence des sociétés de consommation et de loisirs, mais aussi de l'amplification des nuisances et des problèmes écologiques qui conduisent à une massification des critiques des dérives du «progrès».<sup>6</sup>

### **Essor de la marche de loisir en Suisse: Nouveau rapport à la nature et développement des activités sportives de plein-air**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, et suivant ce qui s'opère dans les pays voisins,<sup>7</sup> l'apparition de nouvelles visions pédagogiques encouragent la mise en place d'expériences diverses (comme celles de l'école en plein-air) qui entraînent *de facto* un déplacement.<sup>8</sup> À la faveur du développement des transports ferroviaires, les premières courses d'écoles d'un ou plusieurs jours commencent à être proposées aux élèves sous la forme de randonnées dans différents endroits du pays. C'est ainsi qu'en 1916, un des futurs membres fondateurs de l'ASTP, Johann Jakob Ess, franchi le col du Klausen avec quelques élèves de sa classe du cycle secondaire de Meilen (Zurich).<sup>9</sup>

Si les ambitions du système scolaire au niveau de l'emploi de la marche pour rapprocher les élèves de la nature sont somme toute limitées à cette époque, cer-

taines associations de jeunesse portent explicitement ce but. Inspiré d'un mouvement provenant d'Allemagne,<sup>10</sup> la randonnée est au cœur de l'action des *Wandervogel* qui, dès les années 1910 en Suisse alémanique, propose de lutter contre les nuisances de l'urbanisation – l'espace urbain est alors en pleine expansion en Suisse – et contre des problèmes qui sont considérés comme des fléaux de société, en premier lieu l'alcoolisme.<sup>11</sup> Ce retour à la nature par la marche, couplé à des considérations de type hygiéniste, est partagée par le mouvement du scoutisme, qu'il soit laïc ou confessionnel. Sigismond Dutoit, membre du comité directeur de l'ASTP dans les années 1940 et 1950, déclare s'être intéressé à la randonnée en qualité «[d']ancien scout, entraîné à la marche dès le plus jeune âge».<sup>12</sup>

Afin d'effectuer ces activités de plein-air dans de bonnes conditions, et en parallèle à l'installation des premiers campings,<sup>13</sup> des auberges de jeunesse voient le jour dans le pays. La coordination de ces lieux échoit à La Fédération suisse des auberges de jeunesse (FSAJ) qui est fondée en 1927. Plus à gauche sur l'échiquier politique, les Amis de la nature – dont les activités se rapprochent concrètement de celles des *Wandervogel* et des scouts – commencent également à disposer de résidences pour les randonneurs et randonneuses.<sup>14</sup> Ces différents mouvements ou associations instillent le plaisir de la marche de loisir à une partie de la jeunesse suisse et prennent une part active à la création d'infrastructures (sentiers et hébergements) qui participent à la redéfinition du paysage helvétique à des fins de loisirs et/ou pédagogiques.<sup>15</sup>

Dans ce tableau, il faut encore mentionner l'action des membres composites qui forment le mouvement sportif et qui ne touchent pas uniquement la jeunesse. À ce titre, l'organisation sportive la plus active en matière de randonnée (ou «excursionnisme») est sans doute le Club alpin suisse (CAS). Fondé en 1863, le CAS s'attelle à édifier tout un réseau de cabanes, mais aussi de sentiers qui doivent en assurer l'accès.<sup>16</sup> L'association agit également sur les représentations de la marche au sein de la population au travers des multiples récits d'escapades qui sont publiés tout au long de l'année par ses membres, en premier lieu dans les bulletins officiels des sections.<sup>17</sup> Enfin, le club accompagne l'État fédéral dans la cartographie du territoire – démarche qui lui confère une fonction paraétatique –, cette entreprise facilitant l'édification de sentiers. De manière générale, même si le mouvement sportif se dit apolitique, les profils de ses dirigeants sont le plus souvent à classer parmi les libéraux-radicaux ou conservateurs.<sup>18</sup> C'est pourquoi, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier aménage ses propres lieux en montagne qui s'insèrent également au plus près des activités de randonnées.<sup>19</sup>

En raison du peu d'études à disposition sur les connexions qui existent entre ces différentes organisations, il reste difficile de déterminer les liens qu'entretiennent leurs dirigeants dans ce processus. Force est néanmoins de constater

que ces acteurs collectifs inventent un dispositif (le sentier balisé) en matière de marche de loisir, qui est lui-même favorisé par l'intervention progressive des autorités publiques en matière d'aménagement de leur territoire. C'est le cas avec le canton des Grisons qui balise les chemins de ses cols,<sup>20</sup> ou encore de quelques groupements régionaux, tel le *Juraverein*, qui entretiennent un réseau de sentiers.

Si des mouvements de protection de la nature s'élèvent, dès les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, contre l'édification de funiculaires et des premiers téléphériques,<sup>21</sup> les travaux conduits pour assurer l'accès à ce que l'on commence à nommer les randonneurs (ou excursionnistes) sont en revanche valorisés. En proposant à la population – valide – de se rendre dans la nature avec des moyens sommaires, la randonnée répond autant aux ambitions morales et physiques soutenues par une partie du corps médical,<sup>22</sup> que celles esthétiques et à visée patriotique de mouvements comme le *Heimatschutz* ou la Ligue suisse pour la protection de la nature.

### **Institutionnaliser la randonnée à l'échelle nationale: Entre intérêts touristiques, lien avec l'automobile et Défense nationale spirituelle**

Au moment de la création de l'ASTP, la randonnée est déjà établie dans la société suisse. Deux facteurs conjoncturels expliquent la fondation d'une organisation lui étant spécifiquement dédiée au milieu des années 1930, ainsi que l'ambition d'étendre la pratique au sein de la population.

Premièrement, la reconfiguration de l'industrie touristique favorise l'essor de la randonnée à des pans plus large de la population. Alors qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, le tourisme est devenu un «*leading sector*» de l'économie dans plusieurs régions du pays,<sup>23</sup> les années 1920–1930 constituent un moment délicat pour les acteurs de la branche en raison d'une situation économique globale peu favorable (qui fait suite aux crises de la Première Guerre mondiale, suivie de celle de 1929–1930). De fait, la perte d'une partie de la clientèle étrangère fortunée est difficile à compenser. Une des solutions préconisées pour répondre à ce problème réside dans le renforcement du tourisme autochtone. C'est pourquoi, certains acteurs du secteur plaident pour un encouragement du tourisme de «sac à dos», qui est davantage développé en Autriche voisine.<sup>24</sup> Et ce, d'autant plus que malgré un climat social et économique tendu, des mesures sont prises par les autorités pour permettre aux couches inférieures de la population d'accéder à des loisirs dominicaux. En outre, certaines entreprises du secteur secondaire (comme l'horlogerie) commencent à octroyer quelques jours de congé payés à leurs ouvriers durant la période estivale.<sup>25</sup> Pour autant, aller en nature ne

va pas de soi. Il s'agit donc d'accompagner davantage cette (nouvelle) population, essentiellement citadine, sur des chemins qu'il faut entretenir et baliser dans le but de minimiser le risque d'éventuels accidents.

Deuxièmement, pour les différents promoteurs de la randonnée, il s'agit aussi de faire face à la présence croissante de l'automobile dans la société suisse. Durant l'entre-deux-guerres, ce mode de mobilité tend à se diffuser toujours davantage. Le nombre de voitures et de motocyclettes passe en effet de 17 000 en 1920 à plus de 100 000 dix ans plus tard.<sup>26</sup> Des routes de montagne sont construites et des projets de traversée du pays sont élaborés, suivant en cela des plans qui s'opèrent à l'échelle transnationale.<sup>27</sup> L'essor de l'automobile et la mise en place des premières lignes de cars postaux ont un effet bénéfique sur la randonnée dans la mesure où ces moyens de transport permettent à une population citadine de se rendre plus aisément dans la nature. Mais la conquête du territoire par le bitume ne semble pas avoir de limite, ce qui «a pour conséquence d'éloigner de plus en plus de piétons de la grand'route [sic] et de rendre le tourisme pédestre désagréable et dangereux».<sup>28</sup>

L'impulsion en vue de la constitution d'une association nationale visant à promouvoir la randonnée vient essentiellement de Suisse alémanique et en premier lieu des promoteurs zurichoïses de la pratique. Faisant suite à la création de leur association cantonale en 1933 (*Zürcher Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege*) et tenant compte des démarches – certes moins formalisées – qui sont entreprises dans d'autres cantons,<sup>29</sup> ces derniers proposent l'organisation d'une réunion inter-cantonale. Le 15 décembre 1934, une quarantaine de délégués – en très grande majorité des hommes – provenant d'une petite dizaine de cantons se réunissent à Zurich afin d'échanger sur le sujet. Issus de milieux divers (domaines de l'enseignement, du tourisme et des transports), ces individus s'accordent sur la création d'une association faîtière qui voit officiellement le jour au printemps de l'année suivante. Le groupement est nommé Association suisse de tourisme pédestre (ASTP). Il se donne comme objectif de faire connaître les chemins pédestres au public de toutes les régions du pays. Dans ce cadre, le but est de créer de nouveaux itinéraires qui, sur plusieurs dizaines de kilomètres, seront spécifiquement réservés à la randonnée car «le vrai voyageur à pied ne se contente pas de promenade. Il lui faut les vastes horizons, il a la nostalgie de l'espace, le désir de l'aventure».<sup>30</sup> L'association prend à son compte la coordination du travail de balisage des sentiers et la planification de leur construction, tâches qui deviennent bientôt ses activités majeures.<sup>31</sup>

Son action est rapidement visible sur le terrain par le biais de la mise en place de panneaux jaunes (essentiellement en bois) pour baliser les chemins, cette couleur étant directement choisie en référence aux recommandations fédérales pour les passages piétons. Si celles-ci se concrétisent véritablement sur le terrain à partir

des années 1950, le fait que, dès 1936, l'ASTP s'en inspire, témoigne de la volonté de ses promoteurs de profiler l'organisation comme une actrice dynamique dans la création de voies spécifiquement réservées aux piétons dans le pays. Sous cet angle, il s'agit notamment de définir ce qui est, et ce qui n'est pas, un chemin pédestre. Dès 1937, une distinction est ainsi opérée entre les chemins pédestres et ceux dits de montagne, qui seront désormais signalisés en blanc et rouge.<sup>32</sup>

Cette entreprise de balisage des sentiers est rendue possible par les relais que l'ASTP trouvent dans les cantons, que ce soit auprès d'associations cantonales de randonnée déjà existantes (comme à Zurich ou Berne) ou de départements cantonaux en charge de la circulation, de la mobilité ou des travaux publics. De plus, les premiers accords passés avec les Chemins de fer fédéraux (CFF) pour la pose de «panneaux d'orientation» dans les gares renforcent assurément la visibilité de l'action de l'ASTP, autant qu'ils révèlent l'ambition de valoriser l'accès à la nature pour la population citadine.<sup>33</sup>

Dans plusieurs documents, l'ASTP est nommée Cartel suisse pour chemin de tourisme pédestre (CTP). L'usage du mot cartel n'est pas employé par hasard. En allemand, le terme utilisé est d'ailleurs celui d'*Arbeitsgemeinschaft (für Wanderwege)*, ce qui rappelle les orientations corporatistes qui traversent alors différents secteurs de l'économie en Suisse.<sup>34</sup> En ce sens, l'ASTP est à considérer comme un groupe d'intérêt de la randonnée qui poursuit l'objectif de «maintenir d'étroites relations entre les intéressées, autorités et associations de tous les cantons, afin que le mouvement des chemins pédestres garde son unité dans tout le pays».<sup>35</sup> Rapidement, l'association fédère une quinzaine d'acteurs collectifs qui œuvrent dans les secteurs de la mobilité et des transports, du tourisme, des sports et de la protection de la nature. Elle réussit donc à faire asseoir à la même table des associations qui ont des buts différents et qui sont, parfois, en opposition notamment sur les limites à poser dans l'exploitation de la nature.<sup>36</sup>

Pour mener à bien son ambitieux programme, l'ASTP peut compter sur une rapide reconnaissance au niveau politique. Les premières contributions financières cantonales ne se font pas attendre et l'association occupe un stand lors de l'Exposition nationale de Zurich en 1939. De plus, elle bénéficie de l'emploi de chômeurs pour la construction de sentiers.<sup>37</sup> En dehors des enjeux économiques, ce soutien politique peut s'expliquer par le fait que l'action de l'ASTP s'insère parfaitement dans les objectifs du mouvement politique et culturel de la Défense nationale spirituelle alors dominant dans la société suisse. La régénération physique de la population et la connaissance, voire l'amour, de la patrie (en particulier chez les jeunes) reviennent souvent dans les allocutions de son président, Otto Binder, lors des assemblées générales. Enseignant de formation, Binder est très impliqué dans la problématique de la jeunesse. Membre du comité de la Fédération suisse des auberges de jeunesse, il prend part, en 1931, à la création de

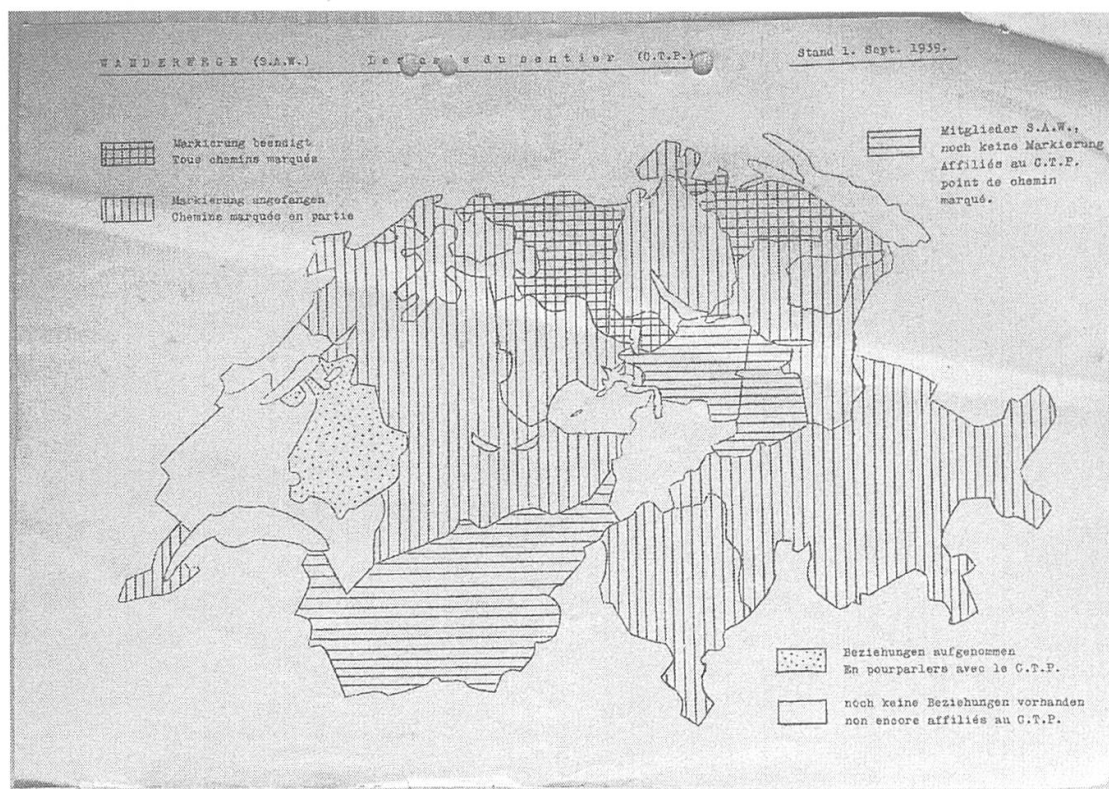


Fig. 1: Aperçu de l'état du balisage avec les panneaux jaunes de sentiers pédestres en Suisse (1939). (ASR, boîte 4615 5, 1937–1953, SAW, Tätigkeitsberichte und Drucksachen, pochette: 1938, Secrétariat de l'ASTP, «Les Amis du Sentier. Cartel suisse pour chemins de tourisme pédestre», 1)

l'Œuvre suisse des lecteurs pour la jeunesse (OSL), après avoir été le secrétaire général de Pro Juventute dans les années 1920.

Outre son réseau, le profil conservateur de Binder assure indéniablement des soutiens à l'ASTP dont l'action s'inscrit en filigrane d'un mouvement plus général qui touche l'ensemble des pays européens en matière d'encadrement de la jeunesse et des loisirs, et dont les régimes fascistes allemands et italiens sont ceux qui ont poussé ces expériences le plus loin.<sup>38</sup>

### Promouvoir une pratique majeure de la société suisse en matière de loisirs et de consommation

Le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale ralentit l'activité de l'association, puisque pour rendre plus difficile une éventuelle invasion du pays par les troupes du IIIe Reich, les panneaux jaunes déjà posés sont enlevés. Ses activités reprennent malgré tout progressivement à partir des années 1941–1942, à l'aune

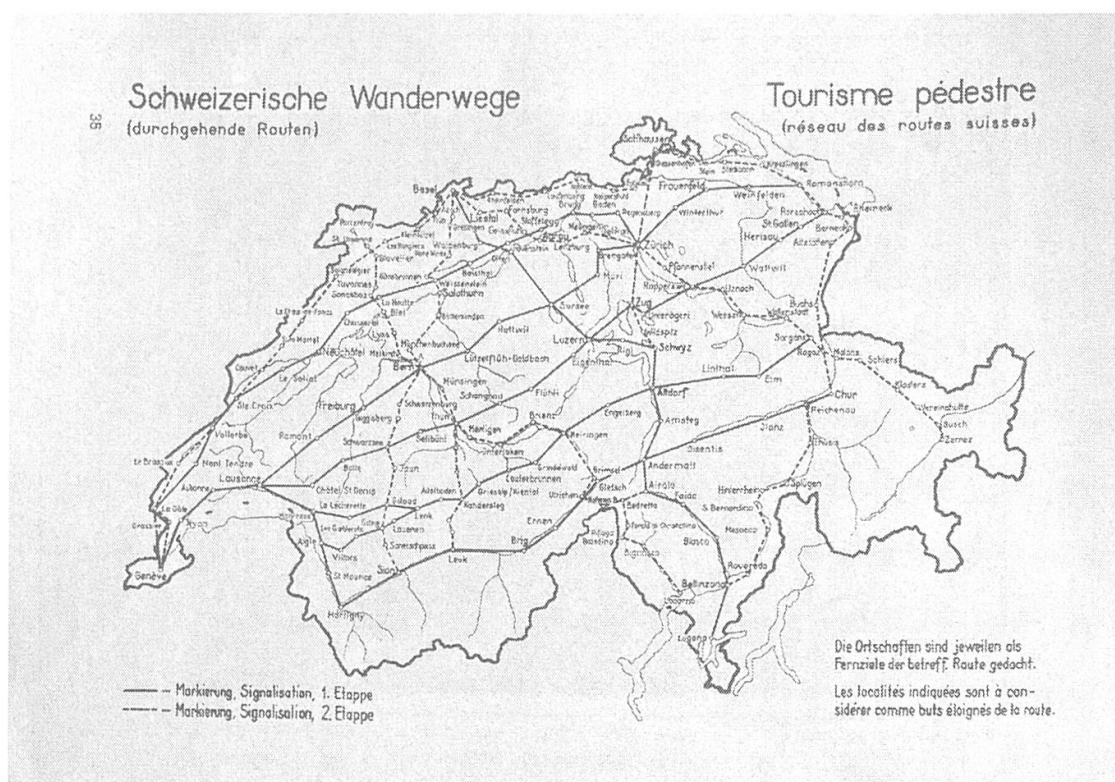


Fig. 2: Routes nationales en 1954. (ASR, *série Rapports annuels: [ASTP], Schweizer Wanderwege 1934–1954, [1954], 67*)

de la stabilisation du conflit en Europe de l'Ouest. L'ASTP semble même bénéficier autant de la nécessité de disposer d'une population en bonne santé physique et psychologique – ce que la randonnée peut favoriser<sup>39</sup> que de la nouvelle configuration du tourisme suisse «qui se traduit par la disparition quasi totale des hôtes étrangers et la prépondérance du trafic interne».<sup>40</sup> La guerre offre donc l'opportunité de concrétiser, voire d'accélérer, des démarches imaginées par le comité de l'ASTP avant le début des hostilités. De fait, c'est pendant le conflit que l'organisation établit ses premières directives en vue d'uniformiser le balisage des sentiers (emplacement, forme et hauteur), démarche qui s'accompagne de l'apparition du temps de parcours moyen des chemins (basé sur un calcul qui tient compte du dénivelé, de la distance et d'une vitesse de quatre kilomètres par heure).<sup>41</sup>

De plus, l'association amplifie son travail de coordination. Par exemple, l'ASTP entend collaborer avec les autres associations déjà en charge de sentiers de montagne, en premier lieu le CAS.<sup>42</sup> De même, dans le but de favoriser l'homogénéisation du travail, un cours de planification pour les sections cantonales est organisé en octobre 1942, durant lequel il est également question de la mise en place de douze itinéraires intercantonaux.<sup>43</sup> Ce projet prend corps deux ans plus tard

Tableau 1: «*Membres actifs*» de l'ASTP en 1949

---

ASPA, Schweiz. Motorlastwagen-Verband, Bern
Automobilclub der Schweiz, Bern
Schweiz. Verband für Waldwirtschaft, Geschäftsstelle Solothurn
Schweiz. Alpenklub, Glarus
Schweiz. Autostrassenverein, Basel
Schweiz. Beratungsstelle für Unfallverhütung, Bern
Schweiz. Bundesbahnen, Bern
Schweiz. Bund für Jugendherbergen, Zürich
Schweiz. Bund für Naturschutz, Basel
Schweiz. Burgenverein, Zürich
Schweiz. Hotelierverein, Basel
Schweiz. Juraverein, Olten
Schweiz. Lehrerverein, Zürich
Schweiz. Post-, Telegraphen- und Telephonverwaltung, Generaldirektion, Bern
Schweiz. Radfahrer- und Motorradfahrerbund, Zürich
Schweiz. Vereinigung für Heimatschutz, Basel
Schweiz. Vereinigung für Landesplanung, Zürich
Schweiz. Wirteverein, Zürich
Schweiz. Zentrale für Verkehrsförderung, Zürich
Touring-Club der Schweiz, Genf
Touristenverein «Die Naturfreunde», Landesleitung, Zürich (Postfach)
Verband schweizerischer Transportanstalten, Bern
Eidgenössischer Turnverein, Aarau
Vereinigung schweizerischer Strassenfachmänner, Zürich
Verkehrsverein Lugano und Umgebung, Lugano
Verkehrsverband Zentralschweiz, Luzern

---

Source: Tätigkeitsbericht 1949, 31

sous la forme de six «routes nationales», auxquelles six autres itinéraires sont ajoutés en une petite dizaine d'années.

Ces itinéraires sont les suivants: la route du Plateau (Romanshorn-Genève), la route du pied des Alpes (Rorschach-Vevay), la route des Cols (Sargans-Lac Léman), la route Rhin-Rhône (Coire-Lausanne), deux routes du Jura («Höhenweg» Zurich-Genève, via Balsthal, et Bâle-Genève), deux routes Nord-Sud (Bâle-Gotthard-Lugano et Bâle-Valais, via Berne), la route Bâle-Zurich-Engadine, la route du Rhin (Bâle-Lac de Constance, via Schaffhouse), la route Jura-Berne-Tessin, la route Lac de Constance-Tessin (via Coire). Il s'agit d'un véritable quadrillage du territoire suisse, le souci d'unité étant bien révélé dans

le fait que les itinéraires concernent toutes les capitales des cantons mais aussi les découpages du paysage (espaces montagnards et urbains ainsi que le plateau). Cette unité territoriale se retrouve dans l'organisation même de l'association qui se calque sur le fédéralisme du système politique suisse. Au sortir du conflit, la majorité des cantons sont désormais affiliés à l'ASTP, que ce soit par un organisme dédié spécifiquement à la randonnée (par exemple: Berne, Lucerne, Schaffhouse, Vaud, Zurich), ou alors des offices de l'administration cantonale en charge de la mobilité (par exemple: Genève, Glaris, Grisons, Soleure), ou des travaux publics (par exemple: Fribourg, Obwald). Un arrêt sur la constitution de l'Association valaisanne de tourisme pédestre (AVTP) renseigne sur la manière de procéder lors de la création d'une association cantonale. Fondée en 1943, celle-ci est directement issue des liens étroits établis entre l'ASTP et des acteurs du tourisme à l'échelle nationale. Certains de ses fondateurs, comme Pierre Darbellay, le directeur de l'Union valaisanne du tourisme, participent préalablement à des cours de formation sur le terrain mis en place par l'association dans d'autres cantons.<sup>44</sup> Deux ans plus tard, le journal cantonal *Le Nouvelliste* justifie la création de l'AVTP par le fait que le Valais ne peut «plus se tenir à l'écart de ce mouvement qui [prend] chaque jour plus d'ampleur».<sup>45</sup>

L'ASTP donne certes des impulsions en vue du développement de la randonnée, mais c'est bien au niveau cantonal que les soutiens financiers se trouvent et surtout, que l'important travail de balisage des sentiers s'effectue. La structure de l'organisation facilite sans doute un consensus général sur les démarches à entreprendre mais elle pénalise, ou tout au moins retarde, la coordination générale puisque les relations avec les associations cantonales peuvent s'avérer parfois difficiles. Cette situation s'explique en raison des faibles moyens financiers mis à disposition par l'association centrale (le budget de l'ASTP reste modeste et le secrétariat, tenu par Doris Linder depuis 1942, est basé auprès de Pro Juventute),<sup>46</sup> mais aussi de désaccords portant sur le tracé des itinéraires intercantonaux, voire parfois sur des renseignements incomplets ou erronés, donnés par le comité central de l'ASTP sur l'état des réseaux cantonaux.<sup>47</sup>

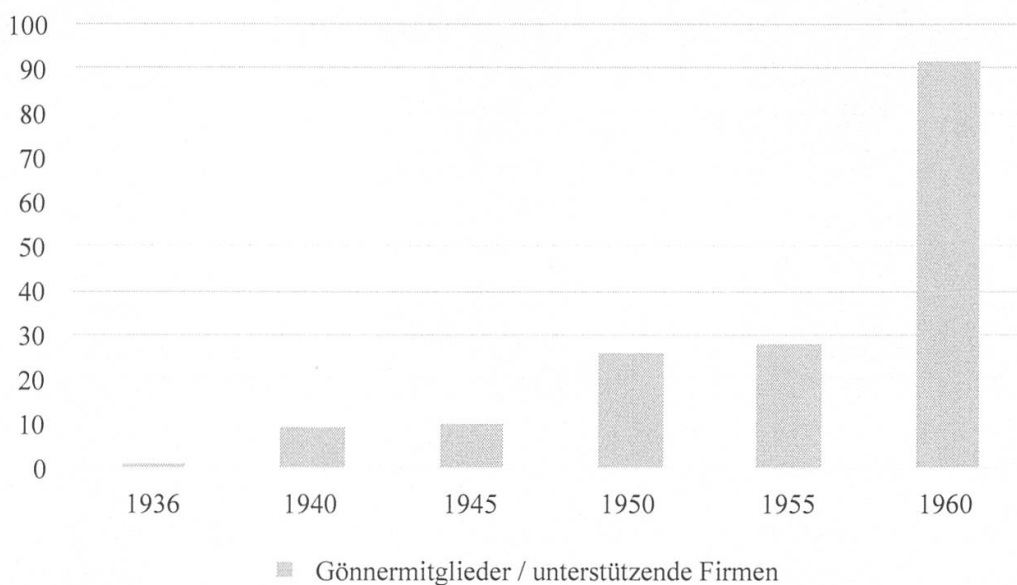
Malgré ces écueils de type endogène, l'ASTP continue son travail de lobbying auprès de nombreux acteurs des domaines de la mobilité, du tourisme et des transports. Des membres de son comité, en premier lieu Johann Jakob Ess,<sup>48</sup> participent activement à cet élan national en faveur de la randonnée, mais le dynamisme de l'association est facilité en raison des liens institutionnels qu'elle a établis avant la guerre et qui perdurent, voire s'étoffent, pendant celle-ci. Dans l'immédiate fin du conflit, elle dispose d'un cercle de 26 «membres actifs», ce qui lui permet d'établir une véritable coordination à l'échelle nationale avec tous les acteurs collectifs intéressés par la randonnée, ainsi que des relais dans les champs politiques et économiques, voire culturels de plusieurs cantons.

La multipositionnalité des acteurs engagés dans son comité directeur facilite assurément l'établissement, et la pérennisation de ces liens, en premier lieu avec le secteur du tourisme. Le vice-président de l'ASTP, Max Senger – un promoteur majeur du ski en Suisse – est présent dans l'organigramme général de l'Office central suisse du tourisme.<sup>49</sup> Le chrétien-social et homme politique, Franz Xaver Leu occupe plusieurs positions importantes dans le tourisme en Suisse centrale.<sup>50</sup> Quant à Sigismond Dutoit, c'est un membre actif du Touring Club Suisse (TCS). À noter que cette symbiose avec le champ touristique s'exprime aussi à l'échelle transnationale comme le montre l'organisation d'une conférence internationale sur la randonnée en 1951 à Interlaken (dans le cadre du congrès international de l'Alliance internationale du tourisme - AIT). Avec ses 270 chemins pédestres balisés (2907 panneaux) qui s'étalent sur près de 2800 kilomètres,<sup>51</sup> la Suisse fait assurément figure d'exemple à suivre pour ses voisins. À ce titre, on soulignera qu'à la fin des années 1940 Ess participe à diverses réunions à l'étranger (comme celles qui conduisent, en 1947, à la création du Comité national des sentiers de grandes randonnées – CNSGR en France).<sup>52</sup> Volonté d'unir les chemins à l'échelle transnationale et expertise suisse en la matière expliquent sans doute sa présence.

Cependant, l'action de l'ASTP est impactée par le développement constant de l'automobile, le taux de motorisation passant de 31 véhicules pour 1000 habitants en 1950 à 197, vingt ans plus tard. Dans le courant des années 1950, la voiture individuelle devient un objet de consommation. Laurent Tissot indique que le guide «La Suisse inconnue» propose alors près de 140 itinéraires routiers dans différentes régions du pays.<sup>53</sup> L'automobile a donc le vent en poupe en Suisse, un processus largement favorisé par les autorités politiques qui encouragent la construction de nouvelles voies nationales, puis s'engagent dans l'édification des premières autoroutes.

Lorsqu'en 1956 Otto Beyeler remplace Binder à la tête de l'ASTP, il apparaît nécessaire que l'action de l'ASTP s'affirme, soutenant notamment une coopération avec les acteurs de l'automobile tout en sécurisant un nombre toujours plus grand de sentiers pédestres. Membre fondateur de l'Association bernoise de tourisme pédestre, enseignant de formation, Beyeler fait partie du comité directeur de l'ASTP depuis 1937. Il s'y occupe de la planification des chemins. Promoteur infatigable de la randonnée, Beyeler est également écrivain et il a déjà publié de nombreux ouvrages grand public qui portent sur des sentiers de randonnées.<sup>54</sup> C'est sous son mandat que la structure de l'association s'étoffe avec la mise en place d'une commission technique dont le travail consiste à faire des propositions en matière de balisage des sentiers.

C'est également durant sa présidence que l'ASTP élargit son réseau de soutien auprès de firmes du secteur privé («*unterstützende Firmen*»). En effet, leur nombre

Graphique 1: *Firmes membres de l'ASTP (1934–1961)*

Source: Rapports annuels de l'ASTP, 1936–1975.

triple entre 1955 et 1960 et se monte à 155. On y retrouve des poids lourds de l'économie suisse de l'agroalimentaires et de la distribution (par exemple: Bell, COOP, Gerber, Hero, Knorr, Maggi, Migros, Suchard, Thomy). De même, des entreprises de pointe des secteurs de la chimie (par exemple: CIBA, Lonza, Sandoz), des fabricants et des distributeurs d'équipement (par exemple: Dosenbach, Jelmoli), des éditeurs (par exemple: Neue Zürcher Zeitung, Orell Füssli) et des entreprises de l'industrie du tabac (par exemple: Burrus). Enfin, le secteur tertiaire est représenté par les principales assurances du pays, rappelant que la randonnée peut être source de blessures et de danger. Ces soutiens permettent la création d'un nouveau dispositif, soit celui des collaborations autour de la construction de chemins. Mais cette tendance souligne aussi que la randonnée à des fins de loisir est désormais bien ancrée au sein de la population, la pratique devenant un marché intéressant pour les grandes firmes du pays.

Enfin, l'association entreprend plusieurs actions afin de gagner en capacité financière (vente de paquets de vignettes et réalisation d'un bréviaire sur la randonnée destiné au public). Une commission de propagande est créée et une première subvention de la Confédération est obtenue, qui se double rapidement d'une contribution financière provenant de Pro Helvetia, la fondation en charge de la promotion culturelle de la Suisse. Par hypothèse, ce soutien s'apparente à une reconnaissance de la randonnée comme faisant partie intégrante du patrimoine culturel de la Suisse.

En 1957, l'ASTP peut se targuer de répertorier plus de 15 000 km de chemins balisés.<sup>55</sup> Deux ans plus tard, lorsque Beyeler remet son mandat de président à Fridolin Stocker, écrivain de pièces populaires et animateur de radio, indéniablement elle a acquis le statut d'association faîtière de la randonnée en Suisse. En 1962, la création de la *Nidwaldner Wanderwege* lui offre l'opportunité de disposer désormais d'un relais dans tous les cantons alors qu'au même moment le lancement de l'émission de radio *Radiowanderung* fait entrer la randonnée dans les mass media.

Dans le rapport annuel de l'ASTP, pour l'année 1960, on note que «les délibérations au sein de la Commission de Tourisme pédestre de l'Alliance Internationale de Tourisme ont fait ressortir combien les problèmes qui nous préoccupent sont les mêmes dans tous les pays. Une attention particulière a été vouée aux circuits auto-pédestres qui semblent répondre à un véritable besoin.»<sup>56</sup> Ce passage rappelle trois éléments fondamentaux du développement de la randonnée en Suisse. Premièrement, la pratique est très liée à des enjeux touristiques. Deuxièmement, cet essor de la marche de loisir (ou tourisme pédestre) doit être pensé à l'échelle transnationale. Enfin, il souligne aussi combien randonnée et automobile sont intimement liées et confirme que si l'action de l'ASTP a conduit à réserver des sentiers pour le tourisme pédestre, ce processus s'est réalisé en collaboration étroite avec les principaux promoteurs des modes de transport automobiles (ainsi qu'avec les CFF). De fait, au début des années 1960, le vœu exprimé par Ess au moment de la constitution de l'ASTP: «La route à l'automobiliste. Chemins et sentiers à l'excursionniste»,<sup>57</sup> est désormais largement concrétisé.

## Conclusion

La randonnée est certes déjà établie dans la société suisse au moment de la création l'ASTP en 1934. Pour autant, la constitution de cette organisation joue un rôle moteur dans le développement de la randonnée en Suisse, en particulier par son ambition de promouvoir la pratique au sein de la population, son soutien à la mise en place de structures spécifiques dans les cantons et la volonté de son comité de fédérer les différents acteurs collectifs déjà impliqués. De plus, c'est aussi vis-à-vis de «l'extérieur» que l'action de l'ASTP doit être soulignée. Véritable groupe d'intérêt en faveur de la pratique, l'association collabore rapidement avec les grandes associations faîtières qui sont en charge de la mobilité et des transports, ou encore du tourisme. À ce titre, il faut relever les liens qu'elle établit également avec des associations de protection de la nature (Amis de la nature, *Heimatschutz*, *Naturschutz*), qui s'opposent parfois à la politique économique d'exploitation de la nature encouragée par les autorités politiques canton-

nales et fédérales dans les années 1930–1940. Si elle se dit apolitique dans ses statuts, au travers de sa mission qui consiste à quadriller le territoire par des sentiers balisés, l’ASTP participe *de facto* à la construction des représentations du paysage de la nation autant qu’elle forge physiquement et moralement l’individu s’inscrivant *in fine* dans les ambitions de la Défense spirituelle.

Nous avons également montré que ce développement de la randonnée doit être mis en parallèle avec celui de l’automobile, qui entre les années 1930 et 1960 s’impose comme le mode de mobilité le plus important dans le pays. Si les promoteurs de l’ASTP ne sont pas contre ce moyen de transport, il s’agit néanmoins d’œuvrer à la sécurisation de chemins pour le tourisme pédestre et donc de limiter, un tant soit peu, la conquête du territoire par l’automobile pour la réserver à la randonnée.

Ce texte se voulait exploratoire et certains enjeux (médicaux, militaires) du processus, n’ont pas été abordés et d’autres, tels les enjeux économiques de son développement (soutien par des poids lourds de l’économie suisse) et les liens avec l’administration fédérale, mériteraient d’être approfondis. En outre, dans de futures recherches, il s’agira de comprendre les enjeux de la votation de 1979 sur l’initiative pour «le développement des chemins et des sentiers», qui a conduit la Suisse à être le seul pays du monde à incorporer la randonnée dans sa constitution. Il y a près de trente ans, dans son livre *Les Suisses et l’environnement*, François Walter notait que sur les cinq initiatives lancées pour la protection de la nature dans les années 1970 en Suisse, seul le vote portant sur la randonnée avait été accepté «parce que marcher ne remet pas en cause le système».<sup>58</sup> Les années 1970 voient effectivement l’émergence des loisirs dits de «plein-air» qui sont portés par des franges importantes de la population y recherchant un nouvel hédonisme à l’échelle individuelle. Au terme de l’article, nous pouvons ajouter un élément supplémentaire à l’argumentaire de Walter, sous forme d’hypothèse, à savoir que ce vote fut probablement également favorisé par l’important travail de coordination intercantonale, et de lobbying à l’échelle nationale, entrepris par l’ASTP depuis sa création.

### **Zusammenfassung**

#### **«La route à l’automobiliste. Chemins et sentiers à l’excursionniste». Die Eroberung der Schweiz durch das Wandern (1910–1960)**

Ein Grossteil der Schweizer Bevölkerung macht seine Naturerfahrungen beim Wandern in der Freizeit. Aufgrund ihrer 65 000 km Wanderwege wird die Schweiz oft als «Wanderparadies» bezeichnet. Sie führt das Wandern seit 1979 in der Verfassung. Es gehört gemäss Bericht «Sport Schweiz 2020 – Sportaktivität und Sportinteresse der Schweizer Bevölkerung» zu den beliebtesten Sportarten der Schweizerinnen und Schweizer.

Das Wandern nimmt in der kollektiven Vorstellungswelt der Schweiz einen wichtigen Platz ein und hat im 20. Jahrhundert zur Raumplanung der Eidgenossenschaft beigetragen. Der vorliegende Beitrag untersucht diese beiden Aspekte. Zunächst werden Fragen zu den Strukturen der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege (SAW) beantwortet. Wer sind ihre wichtigsten Förderer? Aus welchen Gründen entschieden sie sich Mitte der 1930er-Jahre für die Gründung und wie entwickelte sich die Organisation in den ersten dreissig Jahren ihres Bestehens? Dann geht es darum, die Rolle der SAW in die Geschichte der Raumplanung des Landes einzuordnen. Welche konkreten Aktionen unternimmt sie vor Ort? Und gibt es Widerstände gegen ihre Arbeit? Wir möchten die Verbindungen der SAW zu den politischen Behörden des Landes und zur Schweizer Wirtschaft, insbesondere zur Tourismusindustrie, aufzeigen.

(Übersetzung: Autor:innen)

#### Notes

- 1 Propos de l'historien de la marche, Antoine de Baecque. «Le temps des vacances ou l'histoire en chemin», RTS, «Histoire vivante», 9. 6. 2023. Nous souhaitons remercier sincèrement les coordinateurs et coordinatrices du numéro, en particulier Tiphaine Robert, pour leurs conseils et leur relecture, ainsi que les deux expert·e·s pour leurs commentaires et suggestions. De même, nous sommes redevables à Claude Hauser, Laurent Tissot et François Walter qui ont accepté de relire des versions antérieures de cet article. Nous remercions très sincèrement Rémy Kappeler (Suisse Rando) et Denis Reynard (AEV) pour leur précieuse aide. Cette recherche est conduite dans le cadre du projet FNS (N° 207784) «La mondialisation des Alpes. Du paysage à l'environnement» qui est mené au Département d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg pour la période 2022–2026.
- 2 En 1985, le pays se dote de la *Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée* (LCPR).
- 3 Markus Lamprecht, Rahel Bürgi, Hanspeter Stamm, *Sport Suisse 2020. Activités et consommation sportives de la population suisse*, Macolin 2020, 6.
- 4 Cette pratique diffère d'autres types de marches faites pour des raisons économiques, professionnelles, politiques ou religieuses. Erika Flückiger Strebel, *Geschichte des Langsamverkehrs in der Schweiz des 19. und 20. Jahrhunderts. Eine Übersicht über das Wissen und die Forschungslücken* (Materialien Langsamverkehr 130), 2014.
- 5 Thomas Brehm, Frank Matthias Kammel, Claudia Selheim, «Wanderland. Eine Reise durch die Geschichte des Wanderns», in Anonyme (éd.), *Wanderland. Eine Reise durch die Geschichte des Wanderns*, Nürnberg 2019, 13–21; Claire Milon, «Trouver son chemin. Les premières randonnées de la population ouvrière berlinoise (1891–1914)», *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle* 41/1 (2023), 71–94; Antoine de Baecque, *Une histoire de la marche*, Paris 2019 [2016]; Michaël Attali, Elodie Paget, Jérôme Priou (éd.), *Les loisirs pédestres sur les territoires littoraux. Enjeux sociaux, politiques et socioéconomiques*, Reims 2022.
- 6 Sur les enjeux de ce contexte, on lira par exemple: Céline Plessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil, *Une autre histoire des «Trente Glorieuses»*, Paris 2015. Au début des années 1960, Le sociologue Joffre Dumazedier n'hésite pas à évoquer l'émergence d'une «civilisation des loisirs».
- 7 Sur le cas allemand: Friedemann Schmoll, «Wege bahnen, Bewegung organisieren. Wandern im

- Verein um 1900», in Anonyme (voir note 5), 65–73. Pour la France, de Baecque (voir note 5), chapitres 4 et 5.
- 8 Véronique Czáká, *Histoire sociale et genrée de l'éducation physique en Suisse romande (milieu du XIX<sup>e</sup> siècle – début du XX<sup>e</sup> siècle)*, Neuchâtel 2021, 306–321.
  - 9 Jakob Joachim Ess, «Historique de l'ASTP», in Anonyme (éd.), *Rapport annuel de l'ASTP 1953–1954*, 12.
  - 10 Suzanne Rappe-Weber, «Hoch das Wandern!». Neue Gemeinschaftsformen im Wandervogel», in Anonyme (voir note 5), 135–141.
  - 11 Raphael Brunner, *Freie Jugend in gesunden Körpern. Der Schweizer Wandervogel als Idee einer jugendbewegten Selbsterziehungsgemeinschaft*, Master Thesis, Zurich 2009, 32–36.
  - 12 Sigismond Dutoit, «Les origines de l'AVTP», in Anonyme (éd.), *Association vaudoise de tourisme pédestre. 1943–1968, 25<sup>e</sup> anniversaire*, Lausanne 1963, 3.
  - 13 Laurent Tissot, *La Suisse se découvre. Trois siècles de tourisme en question (1730 à nos jours)*, Neuchâtel 2023, 159–168.
  - 14 Beatrice Schumacher, *En route avec ... engagement. 100 ans Fédération suisse des amis de la nature 1905–2005*, Baden 2005, 9–48. Voir aussi Christian Koller, «La «Deuxième conquête des Alpes». Les activités d'alpinisme des Naturfreunde et des Wandervogel en Suisse dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle», in Patrick Clastres et al. (éd.), *Gravir les Alpes. Du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Pratiques, émotions, imaginaires*, Rennes 2020, 105–111.
  - 15 Anonyme, «Das Wandern und die Schweizer Jugendherbergen», *Pestalozzi-Kalender* 37/1 (1944), 274–276.
  - 16 Henri Dübi, *Les cinquante premières années du Club alpin suisse*, Berne 1913, 224–225.
  - 17 Laurent Tissot, «Le Club alpin suisse comme champ d'investigation des loisirs de montagne durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle», in Olivier Hoibian (éd.), *La montagne pour tous. La genèse d'une ambition dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle*, Toulouse 2020, 57–63.
  - 18 Pour un aperçu: Grégory Quin, Philippe Vonnard, Gil Mayencourt, «La fabrique des sports nationaux. De la prosopographie à la compréhension d'un champ helvétique des pratiques d'exercice corporel», *Les sports modernes* 2 (2024), 189–193.
  - 19 Par exemple: Marco Marcacci, *Storie di montagna – 100 anni UTOE Bellinzona*, Bellinzona 2019.
  - 20 Louis Burgener, «L'armée et la randonnée pédestre», *Revue militaire suisse* 136/4 (1991), 39–43.
  - 21 Le mouvement national qui se met en place autour du projet de construire un funiculaire au Cervin.
  - 22 Par exemple: Francis Marius Messerli, «Considérations relatives à la santé des écoliers», *Pro Juventute. Revue mensuelle pour la protection de la jeunesse* 15/1 (1934), 38–43. Messerli est un promoteur du sport et de l'activité physique et agit notamment au sein du Comité olympique suisse (COS) fondé en 1912.
  - 23 Cédric Humair et al., *Système technique et culture technique dans l'arc lémanique. Analyse d'une success story et de ses effets sur l'économie régionale (1852–1914)*, Neuchâtel 2014.
  - 24 Laurent Tissot, Peter Moser, «Économie intérieure, tourisme et agriculture», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (éd.), *Histoire économique de la Suisse au XX<sup>e</sup> siècle*, Neuchâtel 2021, 592–594; Flückiger Strebel (voir note 4), 16.
  - 25 Beatrice Schumacher, *Ferien. Interpretationen und Popularisierung eines Bedürfnisses. Schweiz 1890–1950*, Cologne 2002, chapitre 4.
  - 26 Christian Maria Merki, «Sociétés sportives et développement de l'automobilisme (1898–1930)», in Christophe Jaccoud, Laurent Tissot, Yves Pedrazzini (éd.), *Sports en Suisse. Traditions, transitions et transformations*, Lausanne 2000, 50.
  - 27 Isabelle Fehlmann, ««Grenzen trennen, Strassen verbinden». Der Diskurs um den Ausbau der alpinen Strassenverkehrslandschaft in der 1930er-Jahren zwischen transnationalem Austausch und internationalen Wettbewerb», *traverse* 30/2 (2023), 19–31.
  - 28 Archives de Suisse rando (ci-après ASR), boîte 4100-123, SAW, Richtlinien Bereich Infra-

- struktur 1941–1984, Anonyme, «Directives pour la signalisation des chemins de tourisme pédestre», non-daté, 3. À la vue des informations qui sont indiquées et du ton employé dans le document, nous pouvons estimer qu'il a été publié dans les années 1940.
- 29 Par exemple dans le canton de Berne. Otto Beyeler, «25 Jahre Berner Wanderwege», in Anonyme (éd.), *Berner Wanderwege. Jubiläumsbericht. 1937–1962*, Berne 1962, 3.
- 30 ASR, boîte 4615 5, 1937–1953, SAW, Tätigkeitsberichte und Drucksachen, pochette: 1938, Secrétariat de l'ASTP, «Les Amis du Sentier. Cartel suisse pour chemins de tourisme pédestre», 1.
- 31 Comme le montrent de nombreux documents conservés aux ASR dans les quatre boîtes de la cote 4615 5, 1937–1953, SAW, Tätigkeitsberichte und Drucksachen.
- 32 ASR, série rapport annuel, 3. Jahresbericht der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege (S. A. W.), umfassend das Geschäftsjahr 1937, non-daté, 9.
- 33 ASR, série rapport annuel, 2. Jahresbericht der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege (S. A. W.) umfassend das Geschäftsjahr 1936, 1937, 4.
- 34 Sur ce contexte, on lira: Bernard Degen, «La crise économique et la Deuxième Guerre mondiale», in Valérie Boillat et al. (éd.), *La valeur du travail. Histoire et histoire des syndicats suisses*, Lausanne 2006, 141–185.
- 35 Archives de l'État du Valais (ci-après AEV), fonds Valrando, boîte 2.2.1/1, FSTP, Administration 1934–1950, «Cartel suisse pour chemin de tourisme pédestre. Statuts», 4. 5. 1935, 1.
- 36 François Walter, *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Genève 1990, 189–208.
- 37 ASR, série rapport annuel, 4. Jahresbericht der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege (S. A. W.), umfassend das Geschäftsjahr 1938, non-daté, 13.
- 38 Pour une synthèse: Daphné Bolz, *Les arènes totalitaires. Hitler, Mussolini et les jeux du stade*, Paris 2009.
- 39 ASR, série rapport annuel, 5. Jahresbericht der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege (S. A. W.), umfassend das Geschäftsjahr 1939, Zurich, non-daté, 19.
- 40 Tiré de: «Evolution du mouvement touristique», in Anonyme (éd.), *Premier rapport annuel de l'Office centrale suisse de tourisme 1 (1941)*, 7.
- 41 ASR, boîte 4100-123, SAW, Richtlinien Bereich Infrastruktur 1941–1984, pochette «Directives pour la signalisation des chemins de tourisme pédestre», «E. Appendice. Calcul des distances», non-daté, hors pagination.
- 42 AEV, fonds Valrando, boîte 2.2.1/1, FSTP, Administration 1934–1950, ASTP, Directives pour la signalisation des chemins de tourisme pédestre en montagne, 11. 7. 1945 (date de la lettre d'accompagnement).
- 43 ASR, boîte 4615 5 1937–1953, SAW, Tätigkeitsberichte und Drucksachen, pochette: Tätigkeitsberichte und Drucksachen 1942–1944, Otto Beyeler, Circulaire N° 2 aux sections cantonales, 18. 10. 1944.
- 44 AEV, fonds Valrando, boîte 1.1.1/1 constitution, procès-verbal de l'assemblée constitutive de l'Association valaisanne de tourisme pédestre du 18. 12. 1943.
- 45 «Le tourisme pédestre en Valais», *Le Nouvelliste*, 17. 7. 1945.
- 46 Le fait que ce poste échoit à une femme se retrouve dans beaucoup d'organisations de l'époque. Pour un autre exemple dans le domaine du ski, on lira: Nils Widmer, ««Administrative Direktorin» einer Männerdomäne. Die Arbeitsbiographie der Skifunktionärin Elsa Roth (1906–2000)», *Revue suisse d'histoire* 74/1 (2024), 51–70.
- 47 Déduction faite suite à la lecture des dossiers de correspondance entre AVTP et l'ASTP pour la période allant de 1934 (boîte 2.2.1/1) à 1959 (boîte 2.2.1/2) qui sont conservés aux AEV.
- 48 Originaire de la campagne thurgovienne et pratiquant la randonnée depuis sa jeunesse, Ess est enseignant du secondaire à Meilen (Zurich). Les plaquettes commémoratives de l'ATP insistent beaucoup sur son action. Ess lui-même n'hésite pas à donner sa version des faits, par exemple: Johann Jakob Ess, «Am Anfang war die Idee», in Anonyme (éd.), *Jubiläumsbericht 1933–1958 der Zürcherischen Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege*, Zurich 1959, 10.
- 49 Anna Amacher Hoppler, *The Beginnings of the Federal Tourism Policy 1917–1939. An Institu-*

- tional History of Switzerland's First National Tourist Office, the Schweizerische Verkehrszentrale (SVZ)*, Thèse de doctorat en histoire, Neuchâtel 2016, 51.
- 50 Markus Trüeb, «Franz Xaver Leu», *Dictionnaire historique de la Suisse* (consulté en ligne).
- 51 ASR, série rapport annuel, 11. Tätigkeitsbericht über das Jahr 1945, lieu de publication inconnu, non-daté, 17.
- 52 Sur les débuts des sentiers de Grande randonnée (GR): Doriane Gomet et al., «Aux origines du GR'34. Un chemin de Grande Randonnée à la croisée d'idéaux individuels et d'enjeux collectifs (1968–1977)», in Olivier Hoibian (éd.), *Le Mai 68 des sportifs et des éducateurs physiques*, Rennes 2021, 221–238.
- 53 Tissot (voir note 13), 147.
- 54 Hermann Wahlen, «Zum Gedenken. Dr. h. c. Otto Beyeler (1902–1985)», *Berner Schulblatt* 24/118 (1985), 367.
- 55 Si l'on en croit les chiffres indiqués dans: «Tourisme pédestre suisse», *Feuille d'avis du Valais*, 18. 9. 1957.
- 56 ASR, série rapports annuels, 26. Jahresbericht über das Jahr 1960, Zug, non-daté, 11.
- 57 ASR, boîte 4615 5 1937–1953 SAW, Tätigkeitsberichte und Drucksachen, pochette: 1938, Secrétariat de l'ASTP, «Les Amis du Sentier. Cartel suisse pour chemins de tourisme pédestre», 1.
- 58 Walter (voir note 36), 252.